

Jacques Chevalier

GRÉGUM - UNIVERSITÉ DU MAINE

François Madoré

CESTAN - UNIVERSITÉ DE NANTES

Ce texte est issu de l'appel à communications écrit en vue du séminaire ESO portant sur l'insécurité et qui s'est tenu au Mans le lundi 7 février 2005. Il est construit à partir d'une série de réflexions et de travaux du programme « Insécurité, habitat et risque de sécession sociale dans les villes européennes et nord-américaines » financé par l'ACI Ville du ministère de la Recherche.

INSÉCURITÉ(S ?)

Nous nous accordons à propos de la place grandissante prise par la question de l'insécurité dans les sociétés contemporaines, en particulier depuis une bonne décennie. Désormais, le mot insécurité se décline dans des domaines fort différents, puisque chaque risque détermine des conditions d'insécurité. Et l'insécurité se trouve aujourd'hui sectorisée afin de mieux en identifier à la fois les ressorts et les effets (qui sont évidemment différents s'il s'agit d'insécurité routière, d'incivilité, de dégradation ou encore d'insécurité environnementale), avec l'objectif avoué de la réduire.

Pour notre part, dans les recherches conduites sur la question de la sécurisation de l'espace résidentiel, l'insécurité fait essentiellement référence aux situations associées à des actes affectant l'intégrité de personnes et de biens. Ainsi définie, l'insécurité se voit encore parée de sens très différents, au point que nous pouvons parler de « registres d'insécurité » selon la nature et la portée de ces actes ou d'« intensité de l'insécurité ». Chacun comprend l'obligation de ne pas tout mélanger (par exemple les incivilités et les homicides), et géographiquement d'opérer des distinctions de densités (par exemple le taux d'homicide en Colombie et en Afrique du Sud n'a rien à voir avec celui observé aux États-Unis ou dans les pays ouest-européens). Le pluriel s'impose donc souvent, même lorsqu'il s'agit de la (les) traiter dans un domaine particulier.

INSÉCURITÉ : MESURES ET SENTIMENTS

L'insécurité est socialement doublement construite. D'un côté elle est fondamentalement interaction entre des auteurs et des victimes. À ce titre, elle est identifiée et mesurée à travers le prisme de catégories juridiques qualifiant les faits et les auteurs, catégories dont nous savons qu'elles ont fluctué et continueront de fluctuer selon la force de la pression sociale et sa reconnaissance par le législateur. Ce qui n'exclut pas d'ailleurs la construction en parallèle d'autres catégories. Par exemple, l'expression « violences urbaines », nomenclature élaborée par les Renseignements généraux en France, a pour objectif de cerner les types et l'intensité des actes violents recensés dans les quartiers dits sensibles. Cependant, quelle est la part due à l'émergence du phénomène des violences urbaines et celle due au changement de regard sur ce phénomène ? Autrement dit, l'analyse de la question de l'insécurité ne peut prétendre à l'objectivité, car elle est d'abord le fruit d'un certain nombre de préconstruits idéologiques ou intellectuels. De fait, l'insécurité étant mesurée de façon très imparfaite, des pans entiers du phénomène échappent au regard statistique. Seule la réalisation d'enquêtes de victimation, en recensant les faits d'insécurité (vol, agression...) déclarés par les individus interrogés, permet d'avoir une connaissance plus satisfaisante de l'insécurité vécue (la victimation) et du sentiment d'insécurité.

D'un autre côté, au-delà de ces mesures, l'important réside sans aucun doute dans la manière de voir se construire et se renouveler le(s) sentiment(s) d'insécurité. Nul besoin de proximité géographique et sociale pour se sentir compatissant à l'égard de victimes inconnues ou, au contraire, méfiant (voire plus) à l'égard de personnes ressemblant aux archétypes socialement construits des porteurs d'insécurité. Le(s) sentiment(s) d'insécurité se nourri(ssen)t autant des faits divers bien réels que des représentations ou rumeurs.

La rumeur se construit de proche en proche, par relations directes entre individus, grâce au prisme de la parole, et se trouve amplifiée par l'effet médiatique des discours sécuritaires. D'où, en partie, l'importance de la sensibilité du corps social à l'insécurité, car la médiation de la violence passe par une mise en scène journalistique puisant sans doute ses racines dans une forme d'équivocité de la violence, dans la mesure où celle-ci fascine autant qu'elle scandalise, favorisant alors l'émergence à la fois d'un discours et d'un imaginaire sécuritaires.

Cette double construction sociale de l'insécurité se traduit par des discontinuités géographiques. La densité de délits et crimes, mais aussi celle de victimes, varie considérablement d'un lieu à l'autre. Certains espaces apparaissent ainsi plutôt épargnés (pas ou peu d'auteurs, pas ou peu de victimes), d'autres concentrent plutôt des victimes (les auteurs étant extérieurs) et, enfin, d'autres encore voient se côtoyer auteurs et victimes. Sans que la géographie de l'insécurité mesurée puisse se superposer parfaitement avec l'insécurité ressentie.

INSÉCURITÉ ET TERRITORIALITÉS

Notre travail, géographiquement comparatif (France et Amérique du Nord), portant sur la relation entre insécurité et espaces de la résidence montre, que les thématiques de l'insécurité n'ont cessé de monter autant dans l'offre immobilière que dans la demande. Toutefois, l'expression de cette montée ne se traduit pas d'une manière identique selon les pays ou selon les agglomérations d'un même pays ou encore les parties d'une agglomération.

L'inégale expression de cette insécurité se traduit par l'émergence de nouvelles territorialités. Nous en avons identifié deux groupes principaux. Certaines territorialités sont circonscrites et closes. L'expression étatsunienne *gated community* les caractérise, même si les contenus réels de l'expression varient de façon importante. D'autres ne sont pas closes mais s'organisent selon des modalités de surveillance et de contrôle. Dans les deux cas, la co-construction du sentiment d'insécurité (et son entretien) légitime l'instrumentalisation de l'espace. Mais si dans les deux cas l'espace est instrumentalisé, il l'est de manière bien plus visible dans les *gated communities* que dans les simples territoires surveillés.

Quelle que soit la modalité de réaction à l'insécurité mesurée ou plus souvent « simplement » ressentie (enfermement ou surveillance/contrôle), les recherches empiriques montrent qu'il faut éviter de caricaturer la réalité. À cet égard, nous devons avoir l'exigence de ne pas emboîter le pas au discours médiatique prompt à édicter des jugements de valeur implicites ou explicites. La *gated community* type n'existe pas, ni comme construction matérielle ni comme construction sociale ; pas plus que l'espace surveillé/contrôlé type n'existe. Les approches comparatives ou les simples jeux de miroir obligent à contextualiser, afin d'éviter toute généralisation abusive.

INSÉCURITÉ ALIBI ?

À l'évidence, bien des manières de s'emparer de la question de l'insécurité servent de paravent à d'autres attentes ou demandes. Les travaux conduits en France ou à l'étranger par nous-mêmes ou d'autres chercheurs témoignent du souci de se retrancher, de s'écarter, de construire des entre-soi qui n'ont guère à voir avec le risque d'insécurité, compris comme la représentation du risque d'être confronté à une situation de violence ou d'agression affectant les personnes ou les biens. Contrôler son espace de résidence, le (faire) surveiller, voire en matérialiser les contours de manière à empêcher toute intrusion indésirable peuvent être interprétés comme des moyens de construire de l'exclusivité. Quel que soit le but collectif recherché, cette démarche n'est pas impérativement associée à des conditions particulières d'insécurité, mais elle permet plus fondamentalement à l'individu de préserver son intimité de tout ce qui incarne l'altérité ou l'étrangeté.

Néanmoins, les territorialités associées à des processus de sécurisation ne constituent pas toutes des paravents pour des constructions sociales que certains qualifient de communautaires, voire communautaristes, et d'autres de clubs. Les conditions réelles d'insécurité mesurée ou ressentie conduisent bien à imaginer des mesures réactives (de protection) ou pro actives (de lutte contre le danger réel ou supposé), même si ces mesures débouchent sur un déplacement géographique de la menace.